

Au conseil d'agglomération d'Evreux **vote d'un impôt supplémentaire sur les ménages :** **INDÉCENT ET AFFLIGEANT !**

Malgré les nombreuses alertes des élus communistes et citoyens d'Evreux depuis 2009 - ce qui avait valu, rappelez-vous, la suspension des délégations des adjoints communistes par le maire d'Evreux - il s'est trouvé une majorité bigarrée, lundi 28 mars, pour voter la mise en place d'une taxe additionnelle. A hauteur de 3,8 millions d'euros sur 4 ans soit 15,5 millions d'ici 2014, cette taxe sera prise dans la poche des ménages pour compenser la perte de 20 millions d'euros de recettes de taxe professionnelle supprimée l'an passé par le gouvernement Sarkozy, donc pour Evreux par MM. Bruno Le Maire, Jean-Pierre Nicolas et Guy Lefrand. Ce sont les premiers coupables.

Mais celles et ceux qui ont voté cette taxe ne le sont pas moins. Une décision indécente vis-à-vis d'une population qui dans sa grande majorité souffre de la crise, de la baisse constante de son pouvoir d'achat (salaires, pensions, prestations sociales ...) et le jour même où le même gouvernement Sarkozy annonçait une nouvelle hausse 5,2 % (au total 21 % en 1 an) du prix du gaz, après l'électricité ... et le reste.

Heureusement avec les élus communistes et citoyens d'Evreux (5) il s'est trouvé d'autres élus de l'agglomération pour voter contre (24 au total) ou s'abstenir (8), mais ce sont les « taxeurs » qui l'ont emporté (43).

Si encore le débat avait été argumenté, mais même pas, celui-ci a été affligeant !

Seule l'intervention de Thierry Desfresnes au nom du groupe communiste d'Evreux a détonné. Il a dénoncé tout à la fois l'iniquité d'un tel impôt, son origine politique (celle du gouvernement de droite) et fait des propositions alternatives y compris sur une réorientation des priorités de l'agglomération (voir sur le site www.27.pcf.fr la lettre adressée par les élu-e-s communistes vendredi 25 mars au Président de l'agglomération Michel Champredon, ainsi qu'à tous les élus de l'agglomération).

Pour la vérité des faits quelques élus de gauche ont eu le courage aussi d'argumenter sur la nocivité et l'injustice de la levée de cette taxe et annoncé leur intention de voter contre, tels Alain Nogarède élu socialiste d'Evreux, le maire de Saint-Germain-des-Angles qui, lui, avait pris le soin de réunir son conseil municipal sur la question (unaniment contre) et d'autres maires ou élu-e-s de petites communes.

D'autres enfin sous les feux de la rampe sur cette question par une droite démagogique (l'Umpiste Bourrellier et son mentor Nicolas) à l'occasion de la campagne des cantonales, faisaient valoir qu'il fallait savoir entendre le message des électrices et des électeurs qui n'en peuvent plus de payer et montrent leur mécontentement verbalement lors des rencontres sur le terrain et par leur absence dans les bureaux de vote aussi... C'était le cas de Gérard Silighini nouvellement réélu, de justesse, conseiller général socialiste du canton d'Evreux-Ouest qui finalement

s'abstiendra au moment du vote, tout comme son collègue Claude Béhar du canton Evreux-Nord.

Du côté des POUR, j'ai entendu une nouvelle fois des arguments affligeants (il faut refaire la voirie !!! Pardi !), mais aucun mot par exemple de la part du Président de l'Agglomération sur les vrais responsables politiques de cette situation : « ***A l'agglomération je ne fais pas de politique, je gère !*** » dira-t-il en substance...

Quand le même annonce sa candidature à la candidature comme député sur la 2^e circonscription d'Evreux, cela n'augure rien de bon pour faire la différence avec la politique de la droite. Le constat, pour l'agglomération en tout cas, c'est : « ***Je parle à gauche, je gère à droite !*** »

Les communistes de l'agglomération, relayant l'alerte de leurs élu-e-s dans un tract diffusé samedi et dimanche derniers sur les conséquences d'une telle imposition étaient bien inspirés. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'y a guère eu d'informations de la part de ceux qui « gèrent » l'agglomération sur la question.

Certes, au cours du débat de lundi, le Président a daigné donner quelques chiffres sortis de simulations demandées aux services fiscaux sur les conséquences directes d'une telle fiscalité supplémentaire pour les familles. Il a affirmé que la moyenne d'augmentation pour les ménages serait autour de 60 € pour la taxe d'habitation, ce qui est déjà beaucoup (à laquelle il faudra ajouter la taxe sur le foncier bâti payée par les propriétaires, mais que les locataires paieront aussi indirectement). Bref, on est pas loin des 150 € de moyenne annoncés par les communistes ébroïcien(ne)s ... bonjour la facture !

D'ailleurs la vérité est peut-être sortie de la bouche du vice-président de l'agglomération (Europe-Ecologie-Vert) Thierry Quennéhen. Celui-ci, dans son intervention, a applaudi des deux mains la mise en place de cette taxe (qui, rappelons-le sera consacrée aux routes ... bonjour le CO2 !) et a tenu à préciser : « ***De toute façon cela ne fera qu'un euro par jour !*** ». Qui dit la vérité ? En tout cas, sans avoir fait math-sup, l'électeur-contribuable comprendra vite que, d'après l'élu vert, il risque de payer 365 euros de plus !

Certains élus, guère plus malins pour dissimuler leur vote honteux à l'agglomération, annoncent - tel le maire de Sacquenville - qu'ils diminueront la taxe foncière sur leur commune... Quel courage... pour ne pas être pris par la patrouille de leurs électeurs communaux lorsque les feuilles d'imposition arriveront dans les foyers.

C'est vraiment prendre l'électeur-citoyen pour le poussin du jour comme si, sur cette fameuse feuille qu'il recevra au mois de septembre, il ne saura pas déceler la « quatrième colonne » celle intitulée « Intercommunalité » aujourd'hui vide, qui va se remplir de la dite taxe. Bonjour les dégâts...

Bonjour aussi alors aux 43 qui l'ont votée, nous serons là en tout cas pour rappeler aux intéressés qui avait voté cet impôt... ce lundi 28 mars.

Christian JUTEL, secrétaire départemental du PCF